Avis du Comité économique et social européen sur le thème «Donner aux jeunes les moyens de réaliser le développement durable grâce à l'éducation»

(avis d'initiative)

(2023/C 100/06)

Rapporteure: **Tatjana BABRAUSKIENĖ**

Décision de l'assemblée plénière	20.1.2022
Base juridique	Article 52, paragraphe 2, du règlement intérieur
	Avis d'initiative
Compétence	Section «Agriculture, développement rural et environnement»
Adoption en section	24.11.2022
Adoption en session plénière	15.12.2022
Session plénière n°	574
Résultat du vote	
(pour/contre/abstentions)	126/1/1

1. **Conclusions et recommandations**

1.1. Le Comité économique et social européen (CESE) invite les États membres à réaffirmer l'engagement qu'ils ont pris lors de la COP 26 ([1]) à faire de l'action pour le climat et du développement durable une composante essentielle du programme éducatif. Il est indispensable de reconnaître la nécessité de réinventer l'avenir avec les jeunes et de concevoir un nouveau contrat social qui transforme l'éducation de manière positive.

1.2. Pour réaliser un changement de paradigme, le CESE plaide pour une approche transversale globale, garantissant la coopération entre les différentes parties prenantes, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile. Les organisations de jeunesse et l'éducation non formelle ont un rôle crucial à jouer dans la sensibilisation et le soutien à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

1.3. Le CESE encourage la Commission européenne à continuer à se concentrer sur les besoins des jeunes dans le cadre de l'Année européenne des compétences 2023, en établissant un lien entre celle-ci et le développement durable et les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans un monde en mutation.

1.4. Le CESE se félicite du rôle de coordination joué par la Commission dans la promotion des projets, de la formation, des échanges de bonnes pratiques et de la communication entre enseignants afin de favoriser la mise en œuvre des ODD dans le domaine de l'éducation. Toutefois, l'éducation tant théorique que pratique aux approches et stratégies de développement durable devrait être conçue aux niveaux local, national et régional et reposer sur des recherches cohérentes et des plans d'action clairs; elle devrait notamment prévoir un suivi, permettant une amélioration continue et l'échange d'expériences.

1.5. Le CESE souligne le rôle essentiel du dialogue social et civique dans l'intégration des ODD à tous les niveaux d'éducation, dans l'éducation formelle et non formelle et dans la formation des enseignants, afin de veiller à ce que ces domaines mettent en place des cadres de compétences explicites permettant de définir des objectifs d'apprentissage concrets et d'appliquer des méthodes d'évaluation.

1.6. Le CESE affirme que chacun a besoin des connaissances nécessaires pour lutter contre le changement climatique, en particulier en ce qui concerne tous les aspects de la consommation et de la production durables, de manière à faire des choix alimentaires responsables et à réduire le gaspillage alimentaire, ainsi que l'utilisation de l'énergie durable. L'éducation des enfants devrait être soutenue par l'apprentissage tout au long de la vie pour les parents et l'éducation des citoyens. En outre, il convient de promouvoir la sensibilisation de tous, notamment en soutenant les organisations dirigées par les jeunes dans ce domaine.

([1]) Conclusions des coprésidents lors du sommet des ministres de l'éducation et de l'environnement dans le cadre de la COP 26 «Learn for our Planet. Act for the climate» (Apprendre pour notre planète: agir pour le climat).

1.7. Le CESE demande que les investissements de l'Union soient mieux liés à l'éducation au développement durable dans le cadre de l'utilisation de fonds européens, tels que la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), Erasmus+, Horizon, le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen plus (FSE+).

1.8. Le CESE invite tous les États membres à fournir des investissements publics durables et de qualité afin de veiller à ce que les objectifs de développement durable soient intégrés dans les programmes d'éducation nationaux, non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique en élaborant des programmes de formation complets qui s'attachent à inculquer les compétences liées à la pensée critique et à former à une prise de décision éclairée.

1.9. Le CESE demande aux États membres de prévoir un soutien efficace pour les enseignants afin de rendre la profession plus attrayante. Alors que l'Europe connaît une énorme pénurie d'enseignants, l'éducation à la durabilité a besoin d'un personnel éducatif apprécié, qui perçoit des salaires décents et dispose de bonnes conditions de travail. Pour transformer le système éducatif, il est essentiel d'assurer une formation initiale et continue de qualité des enseignants, de garantir l'équité et l'inclusion de ce domaine particulier dans les systèmes d'éducation et de formation, et de promouvoir une organisation innovante des écoles.

1.10. Le CESE demande que la jeunesse soit placée au cœur du processus d'éducation et d'apprentissage. Cet objectif peut être atteint en réduisant la bureaucratie liée à la profession d'enseignant, en mettant l'accent sur la pédagogie innovante et sur une étroite coopération avec les étudiants. À cet égard, il est important de préparer tous les enseignants à une utilisation efficace des nouvelles technologies et à de nouveaux contextes d'apprentissage, que ce soit dans les programmes scolaires ou dans leur propre vie. Il serait utile d'évaluer la faisabilité de la mise en place d'une plateforme ou d'un tableau de bord en ligne spécifique pour l'échange de bonnes pratiques.

1.11. Le CESE invite la Commission européenne à œuvrer à la mise en place d'un indicateur européen de réduction de la pauvreté et du décrochage scolaire, dans l'esprit de l'éducation au développement durable, afin de lutter contre les inégalités. Cet indicateur européen pourrait être établi parallèlement à un indicateur mondial.

2. **Historique et contexte**

2.1. *L'impératif du développement durable*

2.1.1. Les responsables politiques, les décideurs et les parties prenantes à tous les niveaux doivent reconnaître que la transformation à grande échelle d'une économie linéaire fondée sur les combustibles fossiles et mobilisant des ressources importantes en une économie circulaire respectueuse du climat est indispensable, mais entraîne de nombreux bouleversements pour la vie et les projets d'avenir des citoyens, en particulier ceux des jeunes et des générations futures.

2.1.2. La guerre que mène la Russie contre l'Ukraine a également mis en évidence la dépendance intenable dans laquelle l'Europe se trouve vis-à-vis des énergies fossiles et a replacé la transition écologique dans un contexte géopolitique neuf. Pour réduire notre dépendance, il est plus que jamais impératif d'accélérer la décarbonation. Compte tenu des défis actuels et futurs, le programme à l'horizon 2030, ses 17 objectifs de développement durable (ODD) et l'engagement de ne laisser personne ni aucune région de côté offrent une voie unique vers une économie du bien-être pour reconstruire en mieux et bâtir un monde plus équitable, juste, inclusif, durable et résilient.

2.1.3. Dans un proche futur, l'Union européenne devrait montrer l'exemple en ouvrant un chemin durable sur le plan économique vers une transition verte et socialement juste. Pour atteindre cet objectif, le CESE invite les États membres et les institutions de l'Union à donner aux jeunes les moyens d'agir et à les associer à la prise de décision, en adaptant l'éducation et l'emploi et en mobilisant encore davantage de jeunes. Selon le «Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà» ([2]), que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 1995: «Dans tous les pays, les jeunes constituent à la fois un capital humain d'une importance primordiale pour le développement et un facteur déterminant du changement social, du développement économique et du progrès technique». Le CESE souligne que les jeunes sont les responsables de demain. Leur accès à l'innovation progressive doit être soutenu et il convient de les associer pleinement à l'élaboration des politiques afin de renforcer le développement durable.

2.1.4. L'objectif du présent avis d'initiative est d'analyser dans quelle mesure et de quelle manière les ODD sont intégrés dans les programmes éducatifs des États membres et d'examiner si l'approche adoptée par ces derniers peut être considérée comme une éducation transformatrice visant à promouvoir le développement durable ([3]). En outre, l'avis formule des recommandations pour apporter à la Commission et aux pays de l'Union un soutien concernant la manière de développer des perspectives et de surmonter les difficultés, s'agissant de poursuivre le déploiement de politiques en faveur de la jeunesse en veillant à ce que l'éducation au développement durable soit intégrée suffisamment tôt dans le parcours éducatif.

([2]) Nations unies, Programme d'action mondial pour la jeunesse.

([3]) Différents termes sont utilisés: l'avis fait référence à «l'éducation transformatrice visant à promouvoir le développement durable». Toutefois, les termes d'«éducation au développement durable» (EDD) et d'«éducation à la durabilité environnementale» (EDE) sont utilisés indifféremment dans le contexte actuel. Voir également le glossaire en annexe.

2.2. *L'environnement politique*

2.2.1. En 2015, les Nations unies ont adopté les objectifs de développement durable (ODD), conçus dans le but de fournir au monde un canevas ambitieux pour une action collective face à la dégradation de l'environnement et aux problématiques du développement socio-économique. Les 17 objectifs de développement durable, auxquels sont associées 169 cibles à atteindre pour 2030, font de l'éducation le cœur même de leur mise en œuvre. L'éducation est un droit de l'Homme et l'éducation (y compris celle à la durabilité) devrait être accessible à tous. Toutefois, selon le rapport de l'Unesco sur la mise en œuvre des ODD, l'éducation publique n'est pas gratuite pour tous et elle n'est souvent pas inclusive. Mettre en œuvre de l'ODD 4.7 s'est donc révélé être une mission difficile. En outre, «de nombreux pays ne sont toujours pas pleinement déterminés à faire de l'action pour le climat une composante essentielle des programmes scolaires» ([4]).

2.2.2. L'objectif de développement durable 4.7 prescrit que les signataires devront, «d'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable». L'avis du CESE sur ce thème, intitulé «Vers une stratégie de l'Union européenne visant à renforcer les aptitudes et les compétences vertes pour tous» ([5]) est conforme à cette recommandation.

2.2.3. Ces dernières années, les politiques de l'Union européenne ont été de plus en plus axées sur la durabilité environnementale. Lancé en 2019, le pacte vert pour l'Europe ([6]) constitue le projet développé par la Commission européenne pour que l'économie de l'Union devienne durable, traduisant ainsi son ambition d'en faire, d'ici à 2050, le premier continent qui atteigne la neutralité climatique.

2.2.4. Dans le cadre du plan qu'elle a développé pour que l'éducation et la formation contribuent à la transition verte, la Commission a suggéré une série d'initiatives: la première consiste à lancer la coalition «Éducation pour le climat» ([7]), la deuxième est constituée par les conclusions du Conseil récemment adoptées intitulées «Favoriser l'engagement des jeunes en tant qu'acteurs du changement en faveur de la protection de l'environnement» ([8]) et par une recommandation du Conseil visant à encourager l'apprentissage au service de la transition écologique et du développement durable ([9]), tandis que la troisième porte sur l'élaboration d'un cadre européen de compétences en matière de changement climatique et de développement durable ([10]).

2.2.5. Les 4 et 5 avril 2022, le Conseil «Éducation, jeunesse, culture et sport» a souligné le rôle important du sport dans l'éducation en faveur d'un développement durable et a recommandé de «trouver les moyens de promouvoir l'éducation au développement durable et l'émergence d'un sens de la responsabilité civique et environnementale parmi les clubs sportifs, les fédérations et les autres parties prenantes dans le domaine du sport» ([11]).

2.2.6. L'Année européenne de la jeunesse 2022 a également pour objectif de promouvoir les nouvelles opportunités et possibilités offertes par les transitions écologique et numérique. Ces transitions devraient être inclusives et veiller à intégrer des jeunes moins favorisés et des groupes vulnérables de jeunes. Le CESE invite la Commission européenne à se concentrer également sur les besoins des jeunes dans le cadre de l'Année européenne des compétences 2023, en établissant un lien entre celle-ci et le développement durable et les défis auxquels les jeunes sont confrontés dans un monde en mutation.

([4]) Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'Unesco, 2021/2: «non-state actors in education: who chooses? who loses?» (Les acteurs non étatiques dans l'éducation: qui choisit? qui est perdant?).

([5]) Avis du Comité économique et social européen sur «Vers une stratégie de l'Union européenne visant à renforcer les aptitudes et les compétences vertes pour tous» (avis d'initiative) (JO C 56 du 16.2.2021, p. 1).

([6]) Pacte vert pour l'Europe.

([7]) Commission européenne — «Éducation pour le climat».

([8]) Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil — Favoriser l'engagement des jeunes en tant qu'acteurs du changement en faveur de la protection de l'environnement (JO C 159 du 12.4.2022, p. 9).

([9]) Recommandation du Conseil du 16 juin 2022 sur l'apprentissage au service de la transition écologique et du développement durable (JO C 243 du 27.6.2022, p. 1).

([10]) Bianchi, G., Pisiotis, U., et Cabrera Giraldez, M., GreenComp — The European sustainability competence framework («GreenComp — Le cadre européen de compétences en matière de durabilité»), Punie, Y., et Bacigalupo, M. (éd.), EUR 30955 EN, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2022, ISBN 978-92-76-46485-3, doi:10.2760/13286, JRC128040.

([11]) Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres sur «Le sport et l'activité physique, leviers prometteurs de transformation des comportements en faveur d'un développement durable» (JO C 170 du 25.4.2022, p. 1).

2.2.7. Il importe de mieux lier les investissements de l'Union à l'éducation au développement durable dans le cadre de l'utilisation de fonds européens, tels que la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), Erasmus+, Horizon, le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen plus (FSE+). La lutte contre l'érosion de la biodiversité, la pollution et le changement climatique constitue, aux côtés de l'inclusion et de la diversité, de la transformation numérique et de la participation à la vie démocratique, l'une des quatre priorités horizontales du nouveau programme Erasmus+, couvrant la période 2021-2027. Le CESE salue le fait que la mobilité en ligne sera également encouragée dans le cadre du programme Erasmus de manière à réduire l'empreinte carbone.

3. **Jeunesse, éducation et développement durable**

3.1. L'importance du développement des compétences dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, ainsi que pour l'économie circulaire, doit être prise en compte dans la reconversion et le perfectionnement professionnels des jeunes, des jeunes diplômés et des jeunes travailleurs. Les partenaires sociaux (organisations patronales et syndicats de travailleurs) et les organisations de la société civile ont un rôle clé à jouer dans la définition des normes et des profils d'emplois professionnels, ainsi que dans l'intégration des aspects liés à la durabilité dans les apprentissages et la formation des travailleurs. Les partenaires sociaux et la société civile aident les jeunes à s'adapter dans le cadre de la transition de l'école au monde du travail d'une manière qui intègre le développement durable. Le rôle du dialogue social et civique est essentiel et doit être renforcé.

3.2. Les jeunes ont besoin de l'inclusion numérique et sociale, d'une éducation et d'une formation de qualité, d'un emploi stable, de bonnes conditions de travail, d'un logement abordable et d'un soutien dans la lutte quotidienne contre le changement climatique. Davantage de recherches et de données sont nécessaires concernant l'impact du changement climatique sur les pays, les régions et le niveau local; elles permettront d'établir un lien entre celui-ci et les prévisions en matière de compétences et d'emplois. Alors que l'Europe et d'autres continents sont confrontés à une crise alimentaire majeure, les jeunes doivent être au fait de tous les aspects de la consommation et de la production durables, de la réduction du gaspillage alimentaire et des choix alimentaires responsables.

3.3. Il convient de lutter contre les inégalités en introduisant un indicateur mondial et européen de suivi de la réduction de la pauvreté et du décrochage scolaire, dans l'esprit de l'éducation au développement durable. Le dépeuplement des zones rurales lié au manque de perspectives en matière d'emploi et à des possibilités d'éducation insuffisantes a une incidence négative sur les jeunes familles. Le décrochage scolaire étant un problème dans les zones urbaines et rurales, les politiques du marché du travail et en faveur d'une croissance économique équitable doivent être efficaces pour réduire le nombre des NEET ([12]).

3.4. La mise en œuvre effective du cadre européen pour un apprentissage efficace et de qualité ([13]) et le renforcement du cadre européen de qualité pour les stages sont essentiels pour l'éducation au développement durable.

3.5. Le CESE estime qu'au vu de l'ampleur, de la complexité et de l'urgence de ces questions, il est nécessaire que l'Union européenne et ses États membres accentuent leurs efforts et en améliorent la coordination, notamment en progressant dans le domaine de l'éducation à la durabilité, qui représente aujourd'hui un enjeu critique. Cela inclut également l'éducation à l'utilisation de l'énergie durable. Il importe que les politiques de l'Union et des États membres en matière d'éducation fassent l'objet d'un suivi et d'une cartographie systématiques, et que les pays et les organisations échangent les bonnes pratiques. Le cœur de cette éducation est formé par les valeurs humanistes qui sont axées sur l'acquisition du savoir et l'élaboration de solutions concrètes d'un caractère équilibré, vu les conséquences qu'elles produisent pour l'environnement et la société.

3.6. Les enseignants et les parents jouent un rôle primordial dans l'éducation à un environnement durable. Les enseignants et les formateurs doivent bénéficier d'une formation professionnelle initiale et continue de qualité sur la durabilité. L'avis du CESE intitulé «Vers une stratégie de l'Union européenne visant à renforcer les aptitudes et les compétences vertes pour tous» ([14]) a mis en évidence un point essentiel, à savoir que chacun a besoin des connaissances nécessaires pour lutter contre le changement climatique. L'apprentissage tout au long de la vie pour les parents et l'éducation des citoyens revêtent une importance cruciale et devraient être renforcés par une sensibilisation de l'ensemble de la population, y compris en soutenant les organisations de jeunesse dans ce domaine.

([12]) NEET est un acronyme de «Not in Education, Employment, or Training» et fait référence à une personne ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation.

([13]) Recommandation du Conseil du 15 mars 2018 relative à un cadre européen pour un apprentissage efficace et de qualité (JO C 153 du 2.5.2018, p. 1).

([14]) Avis du Comité économique et social européen sur «Vers une stratégie de l'Union européenne visant à renforcer les aptitudes et les compétences vertes pour tous» (avis d'initiative) (JO C 56 du 16.2.2021, p. 1).

3.7. Le CESE demande aux États membres d'apporter un soutien efficace aux enseignants afin de rendre la profession plus attrayante. Alors que l'Europe connaît une énorme pénurie d'enseignants, l'éducation à la durabilité a besoin d'un personnel éducatif apprécié, qui perçoit des salaires décents et dispose de bonnes conditions de travail. Pour transformer le système éducatif, il est essentiel d'assurer une formation initiale et continue de qualité des enseignants, de garantir l'équité et l'inclusion de ce domaine particulier dans les systèmes d'éducation et de formation, et de promouvoir une organisation innovante des écoles, créant ainsi une culture de la paix et de la sécurité. Pour donner aux jeunes les moyens d'agir en faveur du développement durable grâce à l'éducation, il faut des professionnels compétents, dotés d'outils variés et puissants. Les enseignants qualifiés sauront comment utiliser au mieux, dans le cadre de leur travail quotidien, la déclaration de Paris ([15]) et la déclaration d'Osnabrück sur l'EFP ([16]) en promouvant la citoyenneté et les valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination dans l'éducation.

3.8. Les jeunes européens représentent un capital humain d'une valeur inestimable; de par leur imagination créative, leur enthousiasme et leur énergie, ils offrent un vivier d'idées novatrices et, s'agissant de piloter le développement durable dans les États membres de l'Union européenne, aujourd'hui comme dans un avenir proche, ce sont eux qui assument un rôle de protagonistes. Les États membres de l'Union européenne disposent là d'un vaste gisement inexploité à mettre au service de leur action. Les organisations de jeunesse et l'éducation non formelle ont un rôle important à jouer dans le soutien à l'éducation et à l'apprentissage durables.

3.9. Le CESE demande que la jeunesse soit placée au cœur du processus d'éducation et d'apprentissage. Cet objectif peut être atteint en réduisant la bureaucratie liée à la profession d'enseignant, en mettant l'accent sur la pédagogie innovante et sur une relation étroite avec les étudiants, et en préparant l'ensemble des enseignants à une utilisation des nouvelles technologies, à de nouveaux contextes d'apprentissage, que ce soit dans les programmes scolaires ou dans leur propre vie. Une éducation transformatrice nécessite des enseignants, des compétences et des citoyens porteurs de transformation. Les enseignants et les formateurs ont besoin de suffisamment de temps, d'espace et de ressources pour pouvoir mettre en œuvre l'approche pratique et transversale de l'éducation à la durabilité environnementale (EDE), sur la base d'un travail d'équipe efficace entre les parties prenantes. Il s'agit d'un sujet transversal qui concerne toutes les disciplines de l'éducation et de la formation professionnelle dans le cadre d'une approche pédagogique interdisciplinaire.

3.10. Il est gratifiant de constater qu'ils contribuent d'ores et déjà au développement durable dans leur pays et aux objectifs internationaux en matière de climat dans une optique de «bienveillance pour l'environnement» et qu'en outre, ils s'engagent activement dans les réseaux internationaux de mouvements de jeunesse qui se donnent pour objectif de protéger la nature et de lutter contre le changement climatique. En complément de cette démarche, nous nous devons d'adapter l'ensemble des filières éducatives, afin de ménager un espace à une éducation transformatrice, grâce à laquelle plus de jeunes seront en mesure de canaliser leurs efforts vers la réalisation de ce changement à valeur de la mutation dont nous avons besoin. Selon le rapport récemment publié par le GIEC, l'apprentissage transformateur est capital, car il contribue à susciter, tout à la fois, une prise de conscience partagée et des actions collectives ([17]).

4. **Le développement durable doit être vu comme un processus d'apprentissage continu et global**

4.1. Encore importe-t-il de reconnaître que ni l'État ni la société ne peuvent se développer durablement sans un apprentissage continu et sans acquisition et assimilation d'expériences nouvelles. Sur ce point, il y a lieu de considérer que le développement durable constitue un processus continu, par l'intermédiaire duquel la société doit apprendre à mener une existence qui présente une plus grande durabilité, sous l'angle environnemental, économique et social. En ouvrant à la population un accès à l'information et en la rendant plus consciente des enjeux mais aussi, et ce point revêt une portée encore plus importante, en développant sa capacité à innover et à mettre en œuvre des solutions, l'éducation à la durabilité joue un rôle capital dès lors que nous entendons réorienter notre manière de vivre et de travailler. Pour former les jeunes à appréhender avec lucidité les enjeux les plus complexes du développement durable auxquels nos communautés et nos pays sont confrontés, il s'impose d'élaborer de vastes programmes de formation qui s'attachent à inculquer les compétences liées à la pensée critique et à former à une prise de décision éclairée.

4.2. Les études et les recherches menées pour la Commission européenne en vue de la préparation de la proposition de recommandation du Conseil sur l'apprentissage au service de la durabilité environnementale indiquent que seuls 13 États membres disposent d'une définition claire de l'éducation au développement durable (EDD) ou de l'éducation à la durabilité environnementale (EDE). Il est regrettable que certains États membres ne mettent pas en œuvre le concept d'«éducation au

([15]) Déclaration sur la promotion de la citoyenneté et des valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination au moyen de l'éducation Eurydice.

([16]) Déclaration d'Osnabrück sur l'enseignement et la formation professionnels en tant que moteur de la reprise et de transitions justes vers des économies numériques et vertes — osnabrueck_declaration_eu2020.pdf

([17]) Sixième rapport d'évaluation du GIEC, rapport du groupe de travail III, «Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change» (Changement climatique 2022: atténuation du changement climatique), p. 2871.

développement durable» et l'ODD 4.7, alors qu'ils sont reconnus comme faisant partie intégrante de l'objectif de développement durable nº 4 (ODD 4) relatif à une éducation de qualité et comme des catalyseurs essentiels de tous les autres objectifs de développement durable (ODD). Si la question spécifique du financement n'était pas abordée dans les rapports par pays analysés, l'Italie, qui a commencé à prendre des engagements en faveur de l'EDD, a toutefois clairement indiqué que le manque de financement était l'une des principales raisons pour lesquelles la mise en œuvre de l'EDD est au point mort. Lorsque les gouvernements sont contraints de procéder à des coupes en raison de crises économiques, énergétiques et de coût de la vie, l'éducation, comme d'autres domaines ayant une dimension sociale, figure toujours dans l'équation. Le manque d'investissements est à l'origine de différentes formes de privatisation et d'asymétries dans les systèmes, ce qui érode l'équité et la liberté pédagogique et académique.

4.3. La question de savoir si nous avons besoin d'une stratégie centralisée et «descendante» (*top-down*) pour réussir la mise en œuvre de l'EDD ou s'il existe d'autres facteurs qui déterminent son succès donne également matière à réflexion. Si le Danemark et les Pays-Bas n'ont pas mis en place de stratégie nationale en faveur de l'EDD, leurs écoles travaillent activement sur ce sujet. La Finlande dispose d'une stratégie nationale, mais craint que le niveau de l'éducation dans ce domaine ne varie fortement d'une école à l'autre. L'Italie a déjà inclus l'EDD dans les programmes scolaires nationaux, mais elle est confrontée à des difficultés dans sa mise en œuvre au niveau régional. La France a élaboré une stratégie nationale, gérée par les autorités locales chargées de l'enseignement et mise en œuvre dans toutes les écoles dans le cadre des programmes nationaux et de projets pédagogiques. Cela permet à tous les niveaux d'être associés, ce qui garantit le succès de la stratégie.

4.4. L'une des questions cruciales est la priorité donnée à l'éducation au développement durable. L'OCDE, en collaboration avec la Commission européenne, a récemment publié une étude ([18]) recensant les compétences des jeunes en matière de durabilité environnementale dans l'ensemble des pays de l'Union et de l'OCDE. Cette nouvelle approche en matière d'études et d'évaluations pourrait envoyer un signal positif pour mieux classer l'EDD dans l'ordre des priorités des États membres. Il pourrait être utile d'étudier plus avant la relation entre les mesures prises par les Nations unies pour promouvoir l'éducation au développement durable et celles adoptées par l'OCDE pour contribuer à l'élaboration de la politique en matière d'éducation par le biais du programme PISA, afin de déterminer s'il existe des asymétries quant à la manière dont ces deux ensembles de mesures façonnent les systèmes éducatifs.

4.5. L'un des obstacles potentiels est la mise en œuvre de l'éducation au développement durable dans les pays dotés d'un système fédéral. Les rapports nationaux ont mis en évidence que le degré de coordination entre le ministère fédéral compétent et les autorités régionales diffère d'un État membre à l'autre: l'Allemagne connaît des difficultés à cet égard, tandis que l'Autriche dispose d'un réseau qui réglemente la coordination. La manière dont le gouvernement fédéral autrichien est associé aux initiatives ascendantes est un exemple que d'autres pays pourraient suivre.

4.6. Pour nos sociétés actuelles et futures, il est primordial de réévaluer, repenser et redéfinir l'éducation sous l'angle de l'éducation et de l'apprentissage durables, de l'enseignement préscolaire à l'université et au-delà, de façon à ce qu'elle intègre à terme les principes, savoirs, compétences, convictions et valeurs qui sont associés à la durabilité dans chacun des trois domaines concernés: l'écologie, la société et l'économie. Un tel processus devrait revêtir un caractère mondial et interdisciplinaire, comporter des initiatives venues du terrain et toucher l'ensemble de l'opinion publique, ainsi que bénéficier de l'appui des pouvoirs publics concernés. Pour la mettre en œuvre dans chaque pays, il s'impose toutefois de tenir compte des caractéristiques locales et des spécificités culturelles.

4.7. Il conviendrait que l'éducation au développement durable vulgarise les connaissances relatives à l'environnement et à sa situation, et qu'elle mette en avant les pistes dont nous disposons pour procéder à une adaptation de nos économies qui incite à donner la priorité au bien-être des personnes et à la planète, en favorisant l'équité entre les générations et la préservation du milieu naturel. Une économie remaniée en ce sens devrait attacher plus d'importance aux méthodes de gestion respectueuses de l'environnement, ouvrir des perspectives qui promeuvent un respect scrupuleux des valeurs en rapport avec la nature et la culture, et adopter une démarche axée sur elles et fondée sur une éthique écologique de responsabilité qui privilégie la préservation du milieu naturel au profit des générations présentes et futures, et une utilisation durable des ressources naturelles.

4.8. Une éducation transformatrice pour le développement durable devrait:

— reposer sur les principes et les valeurs qui le sous-tendent,

([18]) Borgonovi, F., et al. (2022), «Young people's environmental sustainability competence: Emotional, cognitive, behavioural, and attitudinal dimensions in EU and OECD countries» (Les compétences des jeunes en matière de durabilité environnementale: les dimensions émotionnelle, cognitive et comportementale dans les pays de l'UE et de l'OCDE), *Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations*, nº 274, Éditions OCDE, Paris. Borgonovi, F., et al. (2022), «The environmental sustainability competence toolbox: From leaving a better planet for our children to leaving better children for our planet» (Boîte à outils pour les compétences en matière de durabilité environnementale: de comment laisser une meilleure planète à nos enfants à comment laisser de meilleurs enfants à notre planète), *Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations*, nº 275, Éditions OCDE, Paris. Ces documents d'information ont été préparés en vue de la prochaine publication des Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2023.

— couvrir chacun de ses trois champs d'application, à savoir l'environnement, la société et l'économie,

— stimuler un apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous les aspects de la vie propice à ce que les sociétés soient durables, respectueuses, responsables, qu'elles adoptent une démarche volontariste et fassent preuve d'esprit critique,

— s'engager en faveur d'un enseignement de qualité, bénéficiant d'un soutien actif et s'inscrivant dans des approches globales,

— favoriser une formation accessible, fondée sur les droits, qui se montre respectueuse, ait le souci de l'inclusivité et prise la diversité,

— penser au niveau mondial tout en étant attentive aux problématiques locales et aux spécificités culturelles,

— couvrir le champ éducatif formel, non formel et informel,

— prendre en considération le caractère évolutif que revêt la notion de développement durable.

4.9. Il n'existe pas de modèles d'éducation transformatrice à la durabilité qui seraient universels, de sorte que c'est à chaque pays qu'il appartiendra, en associant de manière effective les partenaires sociaux, la société civile organisée et les autres parties prenantes concernées, en ce compris les organisations de jeunesse, de définir ses priorités et interventions spécifiques dans le domaine du développement durable en rapport avec l'enseignement. La direction collaborative des écoles et l'éducation à la citoyenneté jouent un rôle essentiel pour préparer les écoles à améliorer l'éducation durable. Pour déterminer les objectifs, grandes lignes d'intervention et mécanismes en la matière, il conviendra de tenir compte des conditions locales, d'ordre environnemental, social et économique, et des particularités culturelles.

4.10. L'élaboration d'un dispositif éducatif concernant le développement durable implique d'opérer la transition de l'enseignement classique à un modèle axé sur la durabilité, qui devrait s'appuyer sur un vaste réservoir de connaissances interdisciplinaires, lui-même soutenu par une approche intégrée du développement de la société, de l'économie et de l'environnement. Un enseignement de ce type suppose d'agir au niveau de l'éducation tant formelle, dispensée dans les écoles, les universités et les institutions de formation de pointe, que non formelle, par la création de centres de formation, l'organisation de séminaires ou de tables rondes, et l'utilisation des médias ou d'autres canaux, ou encore informelle, grâce à l'apprentissage entre pairs dans le cadre de grandes rencontres, aux échanges de jeunes ou aux projets qu'ils mènent eux-mêmes, pour ne citer que ces quelques moyens. Les programmes d'éducation et de formation intégrant l'éducation à la durabilité environnementale doivent être accessibles et inclusifs. Les gouvernements doivent prendre en considération, à un stade précoce, la réalité des jeunes issus de milieux défavorisés et veiller à trouver des moyens d'inclure ces groupes.

Bruxelles, le 15 décembre 2022.

La présidente
du Comité économique et social européen
Christa SCHWENG